

REPUBLICQUE DU SENEGAL

21 000 1991

sk

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT
RURAL ET DE L'HYDRAULIQUE

INSTITUT SENEGALAIS DE RECHERCHES
AGRICOLES (I.S.R.A.)

DEPARTEMENT DE RECHERCHES SUR LES
PRODUCTIONS ET LA SANTE ANIMALES

CENTRE DE RECHERCHES ZOOTECHNIQUES
DE DAHRA
--W-W----

1991

LE SOUS-SECTEUR ELEVAGE AU SENEGAL :
DU RELEVEMENT DES NIVEAUX DE CONSOMMATION
A L'AUTOSUFFISANCE EN VIANDE

Par Cheikh **Mbacké** NDIONE
Agro-Economiste
ISRA/CRZ-DAHRA

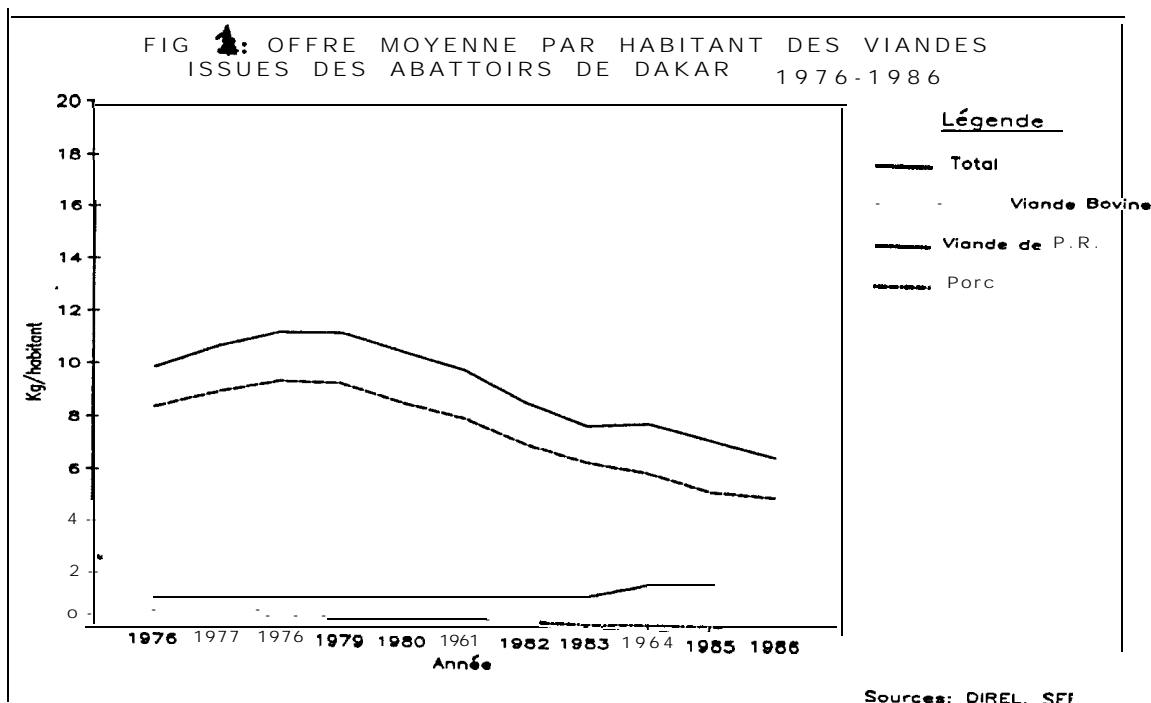
REF. N°001/CRZ-DAHRA
JANVIER 1992.

Satisfaire la demande en viande des populations est un objectif recherché par tout gouvernement. Le niveau de consommation de viande per capita est un indice de bien-être. Depuis son indépendance, le Sénégal s'est engagé à mettre en oeuvre des politiques d'élevage pour augmenter la consommation de viande per capita. Compte tenu des faibles résultats enregistrés, les problèmes de l'élevage se posent avec acuité. Quels sont ces problèmes ? Quelles mesures méritent d'être prises pour une véritable relance de ce secteur. ? Tel est l'objet de cette note.

1. LES PRINCIPAUX PROBLEMES DE L'ELEVAGE AU SENEGAL

1.1 LA CAUSE DES NIVEAUX DE CONSOMMATION

La figure ci-dessous montre les tendances de la consommation en viande per capita. La consommation per capita en viande était de 11,5 kg par an en 1970, de 10 kg en 1975, de 10 kg en 1976, de 8 kg en 1990.

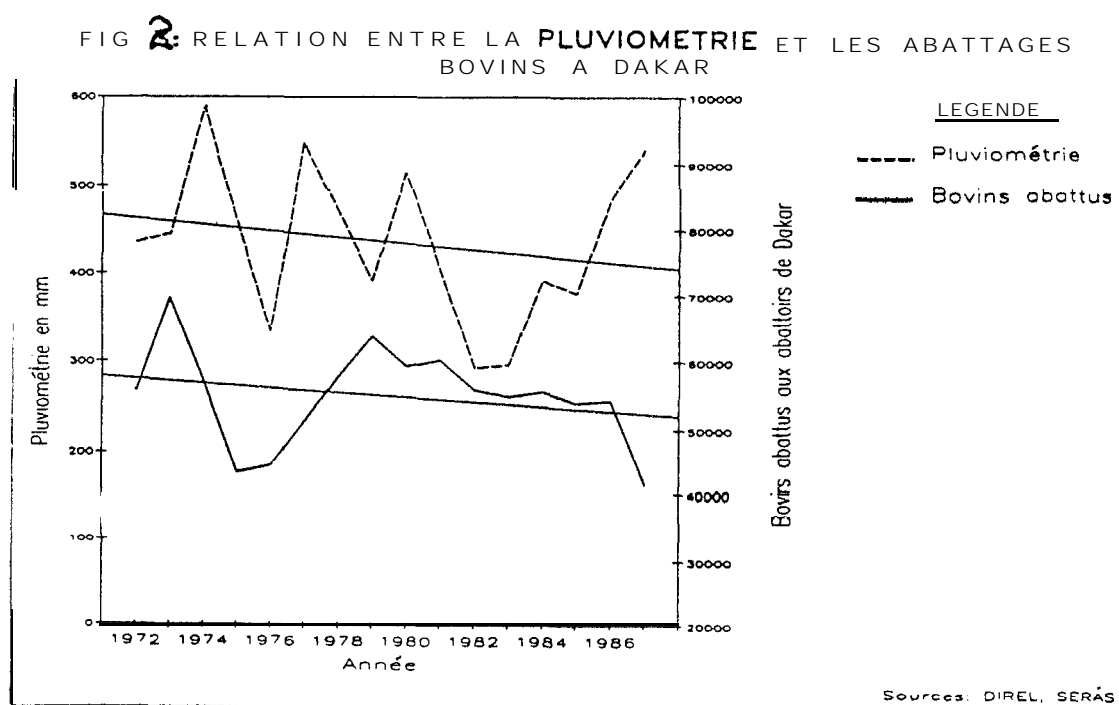


La baisse des niveaux de consommation s'explique surtout par la croissance démographique dont le taux est de l'ordre de 3 % par an et par la baisse du revenu national brut.

2. Le paradoxe de l'élevage pastoral

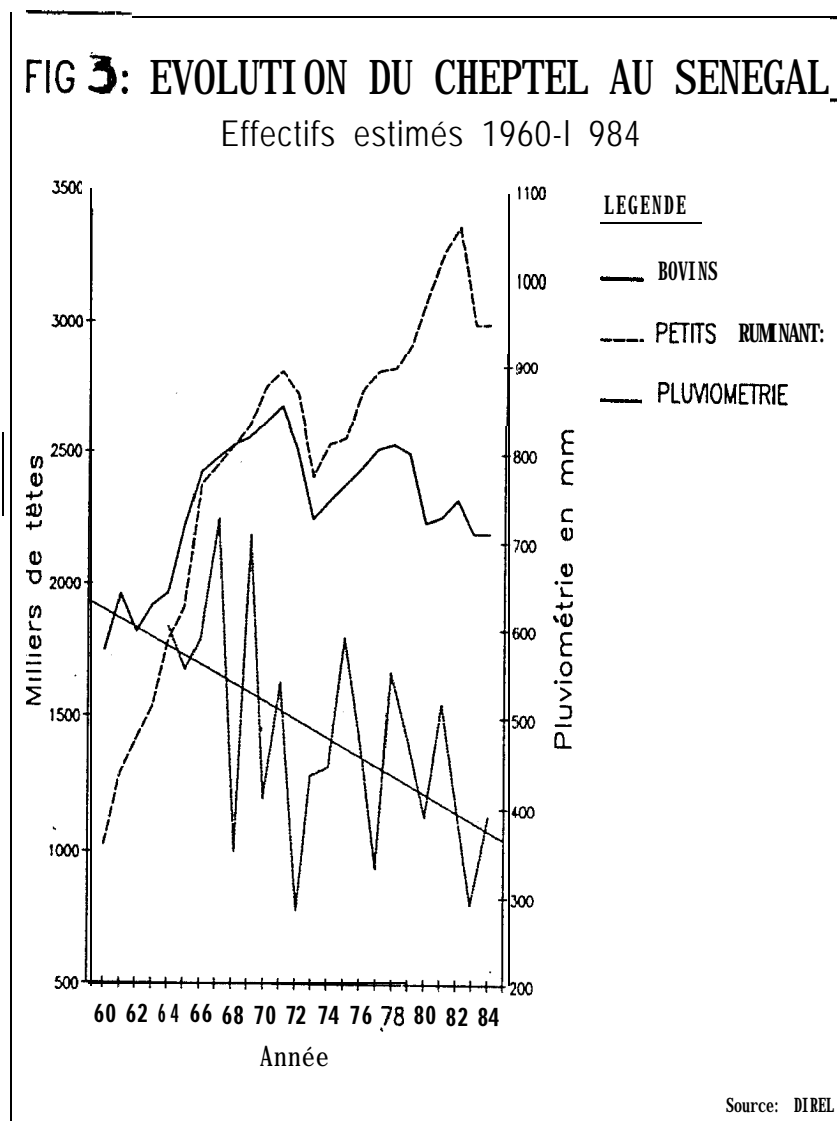
Usuellement, on considère que toute augmentation de la production est suivie d'une augmentation de l'offre de viande.

Dans le cas précis du Sénégal, on peut noter une divergence de vues entre les stratégies des acteurs et les politiques élaborées pour augmenter l'offre en viande. Lorsque les conditions sont favorables à l'élevage, cela se traduit par une capitalisation en bétail des éleveurs et non forcément par une augmentation de l'offre en viande.



C'est d'une constance significative que l'offre de bovin est positivement contrôlée à des conditions de production défavorables telle que la sécheresse. Quand la pluviométrie crée de meilleures conditions de production l'offre baisse. Peut-on voir dans cette baisse une évolution négative du cheptel ou des prix peu incitatifs ?

Par rapport à l'évolution du cheptel, la figure 3 montre une corrélation négative avec la pluviométrie.

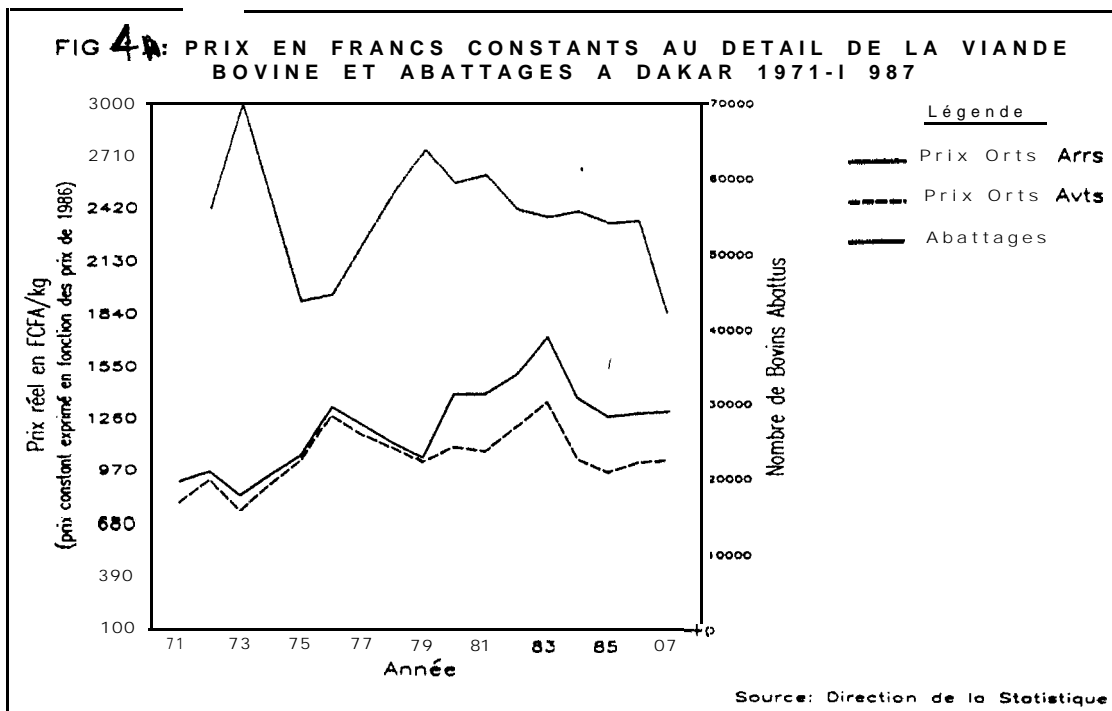


L'étude de la tendance des prix jette un peu plus de lumières sur le comportement de l'offre de viande.

3. L'environnement économique de la production de viande

Ne pourrait-on pas se dire qu'un environnement inflationniste serait défavorable à un sous-secteur élevage déjà compromis par la sécheresse. La figure 4 montre que la tendance des prix exprimés en francs constants a été le plus souvent à la hausse malgré une politique de fixation des prix.

Cette tendance affiche même une appréciation de la qualité car les avants de bœuf sont payés moins chers que les arrières.



Rien qu'avec l'analyse des tendances, on observe une divergence de comportement entre l'offre et la production. On trouve une explication à cette différence en adoptant une approche plus englobante de la filière bétail viande. L'étude des différentes composantes qui servent de support à l'offre de viande nous aidera à mieux comprendre les écarts entre offre et production et les négligences commises.

II LES BASES DE L'OFFRE DE VIANDE AU SENEGAL

Pour satisfaire la demande de viande, le gouvernement du Sénégal compte sur l'aviculture, l'élevage de ruminants et celui de porcins. Dans cette analyse, nous tiendrons compte de l'aviculture, de l'élevage de ruminants domestiques. La consommation de porcins étant fortement découragée par l'interdiction religieuse, nous l'écarterons de l'analyse. Notre approche consiste à considérer la filière viande dans son intégralité. En effet, la viande est produite, transportée transformée : à chaque étape une défaillance limite les performances de la filière. En plus, il y a un environnement institutionnel qui peut être favorable ou défavorable (de manière intentionnelle) à la production, au transport, à la transformation et à la consommation. Ainsi les bases sur lesquelles le Sénégal compte pour relancer son offre de viande sont :

- L'aviculture moderne et traditionnelle,
- l'élevage pastoral et agropastoral,
- le système de commercialisation,
- les institutions chargées de la promotion de l'élevage et de la production de viande.

1. L'aviculture traditionnelle et moderne

Sur le plan international, la production de viande à partir de volailles est assez maîtrisée. La viande de volaille est l'une des viandes les moins chères. Cependant, au Sénégal, la consommation de viande de poulet est un luxe pour la grande majorité des familles.

En aviculture traditionnelle, les grandes contraintes sont représentées par une pathologie dévastatrice en élevage péri-villageois et péri-urbain. En milieu rural c'est les prédateurs qui contraignent une bonne production avicole. Au niveau de la commercialisation les pertes causées par des moyens de transports inadéquates peuvent être élevées. Au niveau de la consommation, la cherté des poulets décourage les ménages.

En aviculture moderne où les techniques de production sont maîtrisées, la contrainte majeure est l'approvisionnement en poussins, en ingrédients intrants dans la nation et l'écoulement de la production. Les installations pour la transformation des volailles sont pratiquement inexistantes.

2. L'élevage en zone sylvo-pastorale (Z.S.P.)

L'élevage extensif en général et le pastoralisme en particulier contribuent pour plus de 80 % de l'offre de viande. Les contraintes à l'augmentation de la production et de l'offre de viande sont :

- les dépenses importantes d'énergie (que les animaux font) à la recherche de l'eau et de pâturages en saison sèche. Cette énergie est détournée de la production de viande et/ou de lait. Bien qu'étant un transfert à partir des stocks d'énergie de l'organisme pour faire encore des stocks d'énergie, ces dépenses constituent en elles-mêmes des déperditions d'énergie qui expliquent la croissance en dents de scie rapportée dans la littérature.

- la capitalisation de la production sous forme de rétention de capitale. Ceci est possible parce que l'élevage pastoral joue la fonction de banque pour les pasteurs. Le taux d'intérêt est positif exprimé en terme réel et les risques pris en considération. C'est par ailleurs, ce facteur risque qui fait qu'en cas de déficit pluviométrique, l'offre de viande augmente suite à la "décapitalisation".

- les signes extérieurs de richesse sont fort appréciés en

milieu pastoral et la capitalisation en bétail contribuent beaucoup à rendre plus apparents ces signes extérieurs.

Cependant, la capitalisation menace fortement la durabilité des systèmes de production basés sur le pastoralisme exploitant un point d'eau unique. Les contraintes induites par l'accumulation de bétail pèsent sur les écosystèmes qui se détériorent et se fragilisent de plus en plus. Ce n'est pas seulement l'accumulation qui est en cause dans ce phénomène, la paupérisation progressive et les modes de vie jouent un rôle aussi important.

3. L'élevage agro-pastoral du Centre Nord du Bassin

Aracnien

Dans cette zone coexiste un élevage extensif basé sur une exploitation saisonnière des pâturages post hivernaux suivie de transhumance en ZSP à l'épuisement des ressources fourragères et un élevage intensif représenté par l'emboûche bovine et ovine. L'intensification a été décrite comme une alternative au désengagement de l'état car elle a contribué à améliorer l'accès des agro-pasteurs aux intrants agricoles et aux vivres de soudure. Elle contribue aussi à améliorer la fertilité des sols grâce à la fumure animale.

Cependant, bien que très prometteuse, l'embouche connaît des contraintes :

- Son financement est coûteux : les taux d'intérêt acceptés par les agro-pasteurs pour avoir accès au crédit-bétail tournent à l'intérieur d'une fourchette comprise entre 90 et 120 % selon les foirails.

Ce système de crédit est d'autant plus contraignant que le taux d'intérêt est calculé à partir de la marge brute de l'emboucheur. Il ne tient donc pas compte des frais d'approche qui ne sont pas déduits lors du calcul.

- La raréfaction des ressources entrant dans l'alimentation de base des bovins d'embouche constitue un facteur qui peut limiter à long terme les quantités de viande provenant de l'embouche paysanne. L'extension des terres emblavées sous la poussée démographique et la baisse de la qualité de l'herbe dans les jachères fournissent une explication à la raréfaction des ressources fourragères.

- La capitalisation en bétail limite ici aussi l'accès au crédit-bétail par autofinancement. Certains agriculteurs pensent que ce serait du gaspillage que d'emboucher son propre animal avant l'âge de 8 à 10 ans.

Les différents acteurs décrits ci-dessus avec leurs contraintes contribuent largement à l'effort de production. Il faut évacuer, vendre, transformer cette production en viande.

Ce travail que l'on tend à négliger lors de la mise en oeuvre de politique d'élevage est d'une importance capitale et est prise en charge par le système de commercialisation.

v. Les intermédiaires et le système de commercialisation

Le plus souvent décriés, les intermédiaires n'en contribuent pas moins à l'offre de viande grâce à l'utilité liée au temps, à l'espace et à la forme qu'ils créent. L'analyse de la marge des intermédiaires qui est élevée parce que le calcul ne tient pas compte de leur frais d'approche a jeté le discrédit sur le système de commercialisation. Des préjugés défavorables aux intermédiaires ont éloigné les analystes (de la filière bœuf-viande) du système de commercialisation que l'on a considéré que pour en réclamer la moralisation. Cependant, sans un système de commercialisation efficace, l'écoulement de la production sera gênée se traduisant par des prix plus bas pour le producteur et des prix plus élevés pour le consommateur. Dès lors, l'identification des contraintes des intermédiaires est nécessaire.

La plus grande contrainte est la disponibilité de liquidité suffisante dans le système de commercialisation.

3. Les institutions

L'environnement institutionnel a influencé fortement l'élevage au Sénégal en transformant l'ancien système pastoral (taxé sur les mouvements pendulaires waalo-Diém) avec l'avènement des forages profonds. Les institutions définissent les règles du jeu en matière de commercialisation, mettent en œuvre les politiques de santé et production animale (ISRA-Diém). Les institutions élaborent et mènent une politique de crédit (CNCAS).

S'il manquait une analyse des institutions, le travail serait tronqué. Les institutions impliquées dans la promotion de la production de viande sont le Ministère du Développement Rural et de l'Hydraulique qui coiffe la direction de l'Elevage, l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles, la Direction de l'Hydraulique, la Direction des Eaux et forêts, le Programme National de Vulgarisation Agricole et le Ministère de l'Economie et des Finances. Le MDRH est chargé d'élaborer et de mener des politiques en direction de l'élevage. Le Ministère de l'Economie et des Finances entretient des relations avec la filière par le biais des engagements contractuels liant l'Etat à des fournisseurs. Les contraintes à la promotion de la production de viande et de l'offre, au niveau institutionnel sont :

- L'insuffisance de la coordination des actions qui sont souvent dispersées voire antagoniques. Certains rapportent que des rivalités poussées opposent certaines directions.

- Au niveau de la conception de politique, l'expérience et la connaissance du terrain font défaut ;

- L'absence de référence à la sphère réelle (donc aux besoins des producteurs) lors du choix des priorités en matière de recherche est souvent à l'origine du transfert difficile de technologie.

- C'est aussi, le cas lors de la mise en oeuvre de politique de production dont les sociétés chargées de l'exécuter ont dans l'ensemble échoué. On aboutit à déstabiliser des systèmes dont on n'a pas une connaissance approfondie.

- Une absence de vision à long terme limite les approches préconisées.

- Les lenteurs notées pour solder les engagements contractuels de l'état avec les chevillards renforcent la crise de liquidités annoncée précédemment.

III. MESURES DE RELANDE DE L'OFFRE DE VIANDE

Les mesures proposées ici découlent de l'analyse des contraintes identifiées le long de la filière en prenant comme exemple l'axe ZSP-Dakar.

1. Au niveau de l'aviculture

À ce niveau, il faudra une prise en compte plus sérieuse de problèmes de l'aviculture traditionnelle et moderne dans les stratégies pour augmenter l'offre de viande. Quand on sait que ces productions ne sont pas l'objet d'une rétention de capital, on peut compter sur l'aviculture tant soit peu que si elle bénéficie de ressources appropriées et de l'attention requise.

C'est dire qu'il faudra :

- Prendre de nouveau en compte la pathologie aviaire au sein des programmes de recherche ;
- Etudier les voies et moyens de protéger la production contre les prédateurs et les pertes liées au transport :
 - . Améliorer l'approvisionnement en poussins d'un jour,
 - . améliorer l'alimentation en limitant la dépendance sur des céréales coûteuses ;
 - . réfléchir sur les problèmes d'écoulement à travers une conservation grâce à la mise en place d'abattoirs pour volailles et dotés de moyens de stockage.

Il faut reconnaître que ces mesures appellent de nouvelles attitudes par rapport à l'aviculture de la part des institutions.

2. Au niveau de l'élevage pastoral

A ce niveau le problème reste plus complexe à cause des inerties objectives et subjectives qui s'exercent en fortes résistances aux changements. Cependant le talon d'Achille de l'élevage pastoral est représenté par la disponibilité de l'eau, dès lors la tarification de l'eau peut être un outil de politique et d'incitation à suivre une politique.

- L'analyse du facteur risque montre que le pasteur est sensible à des coûts de production (le risque de perdre un animal est assimilé à un coût de production car c'est une perte d'argent). La tarification actuelle de l'eau en ZCP est largement en dessous du coût d'opportunité de l'eau : 50 F/bovin/mois ; 25 F/ovin/mois.

Une tarification plus correcte de l'eau se rapprochant de son coût d'opportunité sera ressentie comme une augmentation des coûts de production par animal et par an. Si cela devient aussi contraignant que le risque introduit par la sécheresse, un destockage plus massif suivrait. C'est donc un moyen de lutte contre la capitalisation excessive et ses retombées négatives.

- Le bétail en tant que signe extérieur de richesse freine le destockage surtout de bovins. L'observateur attentif saura reconnaître une diversification du portefeuille d'investissement

des pasteurs.

En effet, aujourd'hui le pasteur construit en dur dans les centres urbanisés de la ZSP (Dahran-Linguère) toute les maisons ; il investit dans le transport. De nombreux véhicules appelés taxi-brousse appartiennent aujourd'hui aux Peuls.

- En ce qui concerne la vision à long terme relative à la conservation des ressources naturelles, les effets conjugués de la tarification de l'eau et des changements notés par rapport aux signes extérieurs de richesse, peuvent entraîner des taux de destockage plus élevés et secourir les politiques consistant à augmenter l'offre de viande.

- Enfin, la tarification correcte de l'eau génère des fonds pour l'entretien et le renouvellement des ouvrages hydrauliques devenus vétustes et contribue à limiter la mobilité causée par des pannes de forage.

3. Au niveau des zones d'embouches paysannes

C'est un cycle plus court de production de viande destinée à la consommation. Cette stratégie s'inscrivant dans une logique de combler le vide laissé par le désengagement de l'état, est parfaitement planifié pour offrir sa production au moment où l'offre de viande baisse et les prix grimpent. Les contraintes essentielles sont liées à l'alimentation à moindre coût du bétail

à l'attache et à l'accès au crédit-détail.

- Pour améliorer le disponible alimentaire, l'amélioration de la qualité de l'herbe dans les jachères est une voie. Un chercheur de l'ISRA porte un intérêt très particulier aux jachères. L'étude des rations d'embouche utilisée par les éleveurs pasteurs en vue de l'améliorer de manière qualitative ouvre des perspectives pour réduire les coûts de production. La rentabilité de l'embouche serait plus stable et durable si elle dépendait de l'adoption de technologie appropriée et non de la saisonnalité des prix.

- Améliorer l'accès au crédit équivaut à réduire les frais de production de l'embouche paysanne.

Cette mesure agit comme l'adoption de technologie. Le cadre institutionnel existe pour mener des nouvelles approches pour améliorer l'offre de viande.

4. En direction du système de commercialisation

- Au niveau des intermédiaires, il s'agit d'améliorer la disponibilité des liquidités nécessaires à la réduction de la vente à crédit et de ces conséquences néfastes.

Améliorer les moyens de transformation et de stockage des

volailles ;

- Améliorer les moyens de transport des volailles des zones de production vers les zones de consommation.

- Renforcer le pouvoir des befañké à garantir le crédit, à assurer contre l'achat de bétail vole en un lot à réduire les risques des autres intermédiaires.

5. En direction des institutions

- Il faut noter l'insuffisance de la coordination entre différentes composantes de la même institution. Il est urgent de se décloisonner de l'offre.

- Il s'agit aussi de rechercher la rapidité dans le paiement de la dette de l'état qui occasionne une hémorragie de liquidités dans la filière.

Développer de nouvelles stratégies endogènes de financement de la nouvelle approche car elle exige des ressources (peut-être pour lesquelles la consommation de viande n'est pas prioritaire). Pourquoi ne pas prélever une taxe de 10 F/Kg à la cheville qui va servir de financer la nouvelle approche destinée à relever les niveaux de consommation de viande per capita et à

mener à l' "autosuffisance en viandes".